



Bonjour,

Mars a vu naître de nouvelles tensions géopolitiques et socioéconomiques susceptibles de remettre en cause la reprise économique mondiale amorcée début 2023. Au Canada, le marché immobilier s'approche à grands pas d'une grave crise; cela est particulièrement le cas au Québec, où le prix moyen d'un logement devrait chuter de 17% d'ici la fin de 2023, selon les économistes de Desjardins. Chez notre voisin du Sud, le recul continu du taux de chômage aggrave la pénurie de main-d'œuvre, ce qui met de dangereux bâtons dans les roues des entreprises américaines. Les mouvements sociaux se multiplient en Europe, en particulier en France et en Allemagne, sans oublier la Grande-Bretagne, où l'inflation est repartie à la hausse, à 10.4%. En Chine, les tensions politiques et commerciales avec les États-Unis sont devenues si intenses que Xi Jinping a décidé de se tourner vers la Russie au détriment de l'Occident.

Bonne lecture !



CAD

En mars, la paire USDCAD a vu sa valeur fluctuer entre 1.3507 à 1.3863, terminant le mois près de 1.3500. Le taux d'inflation annuel du Canada a reculé à 5.2% en février, son niveau le plus bas en 13 mois.

« Il s'agit d'un signe encourageant, qui confirme le bien-fondé de la pause amorcée par la Banque du Canada », dit Michael Goshko, responsable des couvertures d'entreprise de Convera. De fait, la Banque du Canada (BdC) a maintenu son taux directeur à 4.50% au début du mois, devenant ainsi la première grande banque centrale à freiner sa politique de resserrement.

Cela étant, des inquiétudes demeurent. Les délibérations de la dernière réunion de la BdC montrent que le conseil des gouverneurs craint que l'inflation demeure « longtemps bloquée au-dessus du taux cible de 2% ». Et ce, en raison surtout de « l'étroitesse du marché du travail et de la brusque croissance des salaires qui pourrait bientôt en résulter ». Si cette tendance venait à se confirmer, la demande, et conséquemment l'inflation, seraient revitalisés. Pour l'heure, le taux de chômage continue d'avoisiner des creux records, à 5%, tandis que les salaires horaires moyens croissent à un taux annuel de 4 à 5%.

Autre sujet d'inquiétude : l'immobilier. Selon une étude de Desjardins, le nombre de ventes de propriétés existantes devrait diminuer de 25% en 2023. Cela reviendrait au même recul qu'en 2022; il faudrait donc attendre 2024 pour voir la situation s'améliorer.

Les explications potentielles sont diverses et variées: rareté des logements disponibles et hausse des taux hypothécaires en tête. En parallèle, on assiste à une baisse du prix moyen des ventes depuis avril 2022, qui se chiffre aujourd'hui à -8.1% au Québec. Si l'on en croit les auteurs de l'étude de Desjardins, nous devrions faire face à une chute des prix au Québec de -17% d'ici la fin de 2023.



USD

La valeur du DXY a reculé de 104.48 à 102.24 en mars. Ce même mois, la Réserve fédérale (Fed) a relevé son taux directeur d'un quart de point de pourcentage, à 5%. Il s'agit de la neuvième hausse consécutive depuis mars 2022. Cependant, pour la première fois, la Fed a laissé entendre qu'elle envisageait une prochaine pause dans sa politique de resserrement : « Tous les scénarios sont actuellement sur la table », a alors confié Jerome Powell, le président de la Fed.

C'est que la situation économique des États-Unis va globalement en s'améliorant, mais certains événements inattendus suscitent de vives inquiétudes, à l'image des faillites de la Silicon Valley Bank (SVB) et de la Signature Bank. Ainsi, la croissance économique devrait être « forte » pour le premier trimestre, selon les analystes de la Fed d'Atlanta, qui avancent un taux de croissance annuel de 3.2%.

« Au total, nous avons créé plus d'emplois en deux ans que n'importe quelle autre administration précédente en quatre ans. Ça montre que notre programme économique fonctionne », s'est félicité le président américain Joe Biden, en soulignant que « le taux d'activité n'a jamais été aussi élevé depuis 2008 ».

Néanmoins, le taux de chômage, qui était en février de 3.6%, devrait croître de neuf dixièmes de point de pourcentage d'ici la fin de l'année, considèrent les analystes de la Fed d'Atlanta. Or, depuis les années 1950, une progression aussi forte du taux de chômage s'est toujours traduite par une récession. Il convient donc de ne pas faire preuve de « trop d'optimisme » en l'avenir, estime Tim Duy, économiste en chef, de SGH Macro Advisors.

D'autant plus que des signaux d'alarme surgissent ici et là. L'un des principaux concerne l'inflation, qui est aujourd'hui de 6%. Si jamais celle-ci persiste à demeurer loin de la cible de 2%, la Fed a prévenu que les États-Unis pourraient être confrontés à une « prochaine crise du crédit ». Cela ralentirait l'économie américaine « de manière aussi soudaine que brutale », avec à la clé des « conséquences presque impossibles à prévoir ».



EUR

En mars, la paire EURUSD est passée d'une valeur de 1.0665 à 1.0886. La progression de l'euro pourrait se poursuivre dans les prochains mois, car nombre d'analystes s'attendent à une « période prolongée de dépréciation du dollar américain » : ceux de Wells Fargo voient l'euro à 1.13 USD d'ici la fin de l'année, et ceux d'ING, à 1.15 USD.

En effet, l'Europe fait preuve d'une belle résilience, en ce début d'année. Un exemple frappant concerne la crise bancaire déclenchée en mars par les défaillances de la Silicon Valley Bank (SVB), de la Signature Bank et du Crédit Suisse : les experts de la Banque centrale européenne (BCE) ont affirmé ne pas être inquiets d'un risque de contagion à la zone euro, car les banques de la zone euro sont, elles, « solides » et « résilientes ». Mise en confiance par cette analyse, la BCE a augmenté ses taux directeurs de 50 points de base, les situant désormais dans une fourchette comprise entre 3 et 3.75%, un sommet depuis 2008.

Un autre indicateur conforte la BCE dans sa décision : pour un quatrième mois consécutif, l'inflation annuelle a reculé en février, à 8.5%. Cela étant, Christine Lagarde, la présidente de la BCE, a prévenu qu'il ne fallait surtout pas que l'inflation reste « trop forte, trop longtemps » et a assuré qu'elle fera tout son possible pour que l'Indice des prix à la consommation (IPC) tombe à 5.3% d'ici la fin de 2023, à 2.9% en 2024 et enfin à 2.1% en 2025. Autrement dit, d'autres hausses de taux sont à prévoir pour les mois à venir.

Résultat ? L'économie européenne se retrouve sous une pression constante, et différents mouvements sociaux éclatent ici et là. En France, des millions de manifestants protestent à répétition contre la réforme des retraites. Et en Allemagne, une « mega-streik » (méga-grève, en français) a paralysé l'ensemble du secteur des transports durant 24 heures, les travailleurs réclamant des hausses de salaire suffisantes pour faire face à l'inflation, laquelle semble maintenant bloquée à hauteur de 8.7% sur un an.



GBP

La paire GBPUSD est passée en mars d'une valeur de 1.2021 à 1.2373. La Banque d'Angleterre a augmenté en mars son taux directeur de 25 points de base, à 4.25%. Cette décision était largement anticipée, car l'inflation avait – contre toute attente – bondi à 10.4% en février.

Les entreprises britanniques s'attendent à un nouveau coup dur : le soutien que le gouvernement leur apportait jusqu'à présent pour régler leurs factures d'énergie doit devenir nettement moins généreux dès ce mois-ci. Cela risque d'augmenter « considérablement » leurs coûts de production.

Le lobby de la restauration et de l'hôtellerie UKHospitality a ainsi calculé que cette mesure ferait gonfler de 82% la facture énergétique de nombre de pubs, restaurants et autres hôtels. Martin Williams, le directeur général de Rare Restaurants, qui comprend les chaînes Gaucho et M, a déclaré que cela se traduirait par « la fermeture d'un grand nombre de restaurants ».

La tentation des entreprises d'augmenter leurs prix de vente est devenue si forte qu'Andrew Bailey, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, les a suppliées de n'en rien faire. « Si tous les prix essaient de battre l'inflation, nous obtiendrions une inflation encore plus élevée », a-t-il expliqué à la BBC, en indiquant que cela le contraindrait à « augmenter davantage le taux directeur ». « Tout cela ferait encore grimper le coût de la vie, ce qui ne profiterait à absolument personne », a-t-il ajouté.

En parallèle, les mouvements sociaux se multiplient en Grande-Bretagne. Les jeunes médecins vont effectuer une grève de 96 heures à la mi-avril, réclamant de meilleurs salaires. Avant eux, ce fut le cas des ambulanciers, des cheminots, ou encore des enseignants.



CNY

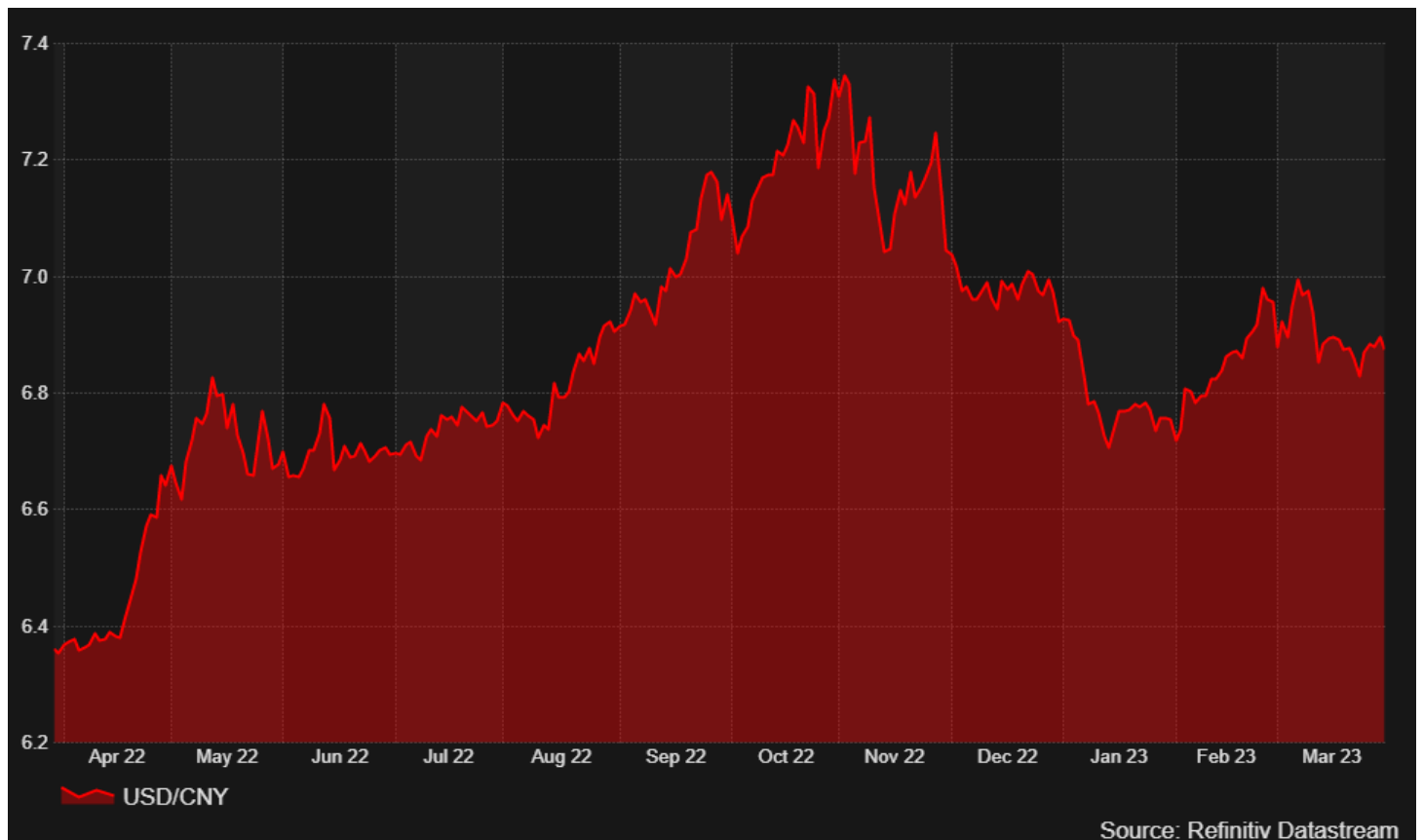
En Chine, la paire USDCNY est passée en mars de 6.8691 à 6.8701. Après une maigre croissance de 3% de son produit intérieur brut (PIB) en 2022 – la plus faible de ces 40 dernières années –, la Chine devrait connaître une croissance d'« environ 5% » en 2023. C'est du moins ce qu'a annoncé le premier ministre Li Keqiang lors de l'ouverture de la session parlementaire annuelle de l'Assemblée nationale populaire (ANP).

Cette lente reprise annoncée s'explique par le fait que l'économie chinoise est confrontée à de nombreux vents contraires. Inflation mondiale oblige, la demande est en recul, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. Cela a d'ailleurs amené les experts du Fonds monétaire international (FMI) à anticiper une croissance de la Chine de seulement 4.4% en 2023, en deçà de l'objectif officiel.

Ce n'est pas tout. Le pays est secoué par une crise immobilière née du renforcement du contrôle de l'État sur les finances des promoteurs et des constructeurs. Nombre de petits promoteurs ont été ainsi poussés à la faillite, et les plus gros ne savent pas ce qui les attend dans les prochains mois.

Un autre sujet d'inquiétude concerne le vieillissement de la population, entraînant avec lui la diminution de la main-d'œuvre, qui ne cesse de s'accroître depuis une décennie. Cette réalité longtemps cachée par les statistiques officielles sème aujourd'hui le doute concernant la capacité de la Chine à demeurer à long terme le principal atelier du monde.

Enfin, les tensions politiques et commerciales entre la Chine et les États-Unis ne cessent de s'envenimer. En visite officielle à Moscou, Xi Jinping a célébré avec Vladimir Poutine leur relation « très spéciale » face aux Occidentaux, en particulier face aux Américains. Par ailleurs, le président chinois s'est promis de ne pas devenir l'eldorado tant espéré des Américains, son objectif avoué étant désormais que « 80% des biens et aliments consommés en Chine » soient produits en Chine, « d'ici 2025 ».



CHARBON

La tonne de charbon s'échange aujourd'hui aux alentours de 137 USD au Nymex, soit à un prix 60% moins élevé qu'il y a un an. Ce phénomène résulte en grande partie du fait que l'offre a bondi à l'échelle mondiale en 2022, à la suite notamment des dysfonctionnements de l'industrie du gaz nés de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

L'Europe ayant soudainement eu besoin d'autres sources d'énergie que le gaz russe, elle s'est tournée vers le charbon. L'Afrique du Sud et la Colombie en ont ainsi profité pour produire et exporter davantage de charbon vers l'Europe : leur part combinée dans les importations européennes de charbon est à présent de 35%.

C'est bien simple, la production mondiale a atteint un niveau record en 2022. Deux chiffres en attestent : en plein développement économique, la Chine (+11%) et l'Inde (+16%) ont produit l'an dernier nettement plus de charbon qu'en 2021

Du côté de la demande mondiale, c'est la même chose : 2022 a été une année record. La consommation a fortement augmenté en Inde (+10%) et en Europe (+5%). Une exception, toutefois, celle des États-Unis : la consommation de charbon y a diminué de 8% au dernier trimestre de 2022, les Américains cherchant à diminuer leur empreinte environnementale.

Selon les analystes de la Banque mondiale, le prix du charbon devrait continuer de baisser en 2023, tout en restant « bien au-dessus de leur moyenne quinquennale ». Cela étant, plusieurs scénarios sont envisageables, rendant cette variation de prix assez difficile à prévoir: de nouvelles tensions géopolitiques, un échec du redémarrage de l'économie chinoise, ou encore une croissance économique mondiale plus lente que prévu. Bref, « la demande mondiale de charbon devrait culminer en 2023, et plafonner par la suite. ».



VU DANS NOTRE PÉRISCOPE

Vers une crise mondiale de l'eau

Une crise mondiale de l'eau est imminente. C'est ce qu'indique un rapport de la Commission mondiale sur l'économie de l'eau, dévoilé lors de la Conférence des Nations unies sur l'eau qui s'est tenue en mars à New York. « D'ici 2030, la demande en eau douce dépassera de 40% l'offre, à l'échelle de la planète », y est-il révélé. C'est que nous détériorons outre mesure cette ressource vitale, par la pollution, par le gaspillage, ou bien par la surexploitation. Le rapport présente sept pistes à explorer sans tarder pour tenter de corriger le tir, parmi lesquelles figure la réduction drastique des fuites de canalisation, qui engendrent chaque année « des milliards de dollars de perte ». « Par-delà les défis techniques, il convient d'établir des partenariats pour une eau juste afin que les moins nantis ne se retrouvent pas privés d'eau potable à court terme », dit l'économiste Mariana Mazzucato, coautrice du rapport.

Source: The Guardian,

<https://www.theguardian.com/environment/2023/mar/17/global-fresh-water-demand-outstrip-supply-by-2030>

Le Tchad nationalise les actifs pétroliers sur son territoire

Le Tchad nationalise tous les actifs du géant pétrolier multinational Exxon Mobil, y compris les permis d'hydrocarbures et d'exploration, a annoncé le gouvernement. Cette nationalisation pourrait effrayer les investisseurs en Afrique de l'Ouest, en raison de la demande énergétique mondiale croissante et du déclin des investissements étrangers dans la région. La décision du gouvernement intervient après un long différend entre Exxon et le Tchad, qui a rejeté la vente des activités de l'entreprise l'année dernière. Les tensions ont augmenté dans la nation ouest-africaine ces derniers mois avec des manifestations sans précédent contre le gouvernement du président Mahamat Idriss Deby.

Source: Reuters,

<https://www.reuters.com/business/energy/chad-approves-bill-nationalise-assets-exxonmobil-sold-savannah-energy-2023-03-29/>

JOURNÉES DE CONSULTATIONS VIRTUELLES SANS FRAIS

Afin de contribuer au soutien des PME du Québec, FINMETRIX offre des consultations confidentielles, sans frais et sans engagement tous les vendredis. L'objectif est d'effectuer le bilan de la situation et trouver une solution adaptée en matière de gestion de risques de devises. N'hésitez pas à partager avec les entreprises dans le besoin.

Durée : séance de 30 minutes à distance

Contactez-nous pour vous inscrire : strategie@finmetrix.com

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX